

DÉCLARATION DES PARLEMENTAIRES À LA PREMIÈRE RÉUNION DES ÉTATS PARTIES AU TIAN

Les parlementaires en faveur du traité, se sont réunis, le 20 juin, à la première réunion des États parties. Coordonnée par ICAN, les parlementaires ont convenu de redoubler d'efforts pour accroître le nombre d'adhésions au traité et ont discuté d'un plan d'action commun pour une collaboration plus poussée. Près de 40 parlementaires de seize pays (Suède, Norvège, Finlande, Allemagne, Belgique, Pays-Bas, France, Espagne, Islande, Japon, Italie, Autriche, Canada) ont participé à cette toute première conférence autonome des parlementaires sur le TPNW. Reconnaisant leur rôle de législateurs et de représentants du peuple, les parlementaires ont adopté une déclaration finale et un plan d'action à l'issue de la conférence. Mounir Satouri Eurodéputé et Pierre Laurent, vice-président du Sénat ont pris part à cette conférence de travail.

« En tant que parlementaires, déterminés à débarrasser le monde du fléau des armes nucléaires, nous sommes honorés de prendre la parole à l'occasion de cette première réunion des États parties au TIAN, qui marque une étape historique dans notre progression vers un monde exempt de ces armes. Nous sommes heureux de nous exprimer aux côtés des gouvernements, des organisations et des représentants de la société civile qui ont travaillé avec tant de détermination et de persévérance pour en arriver là, et avec lesquels nous avons eu le privilège de collaborer.

En tant que législateurs, nous exprimons notre profonde satisfaction du fait qu'avec l'entrée en vigueur du Traité en janvier 2021, les armes nucléaires sont désormais totalement interdites par le droit international. Le TIAN complète le régime juridique international interdisant les armes de destruction massive, ouvrant la voie à l'élimination totale de ces armes dans le monde entier. Nous sommes fiers du rôle que nous avons joué pour contribuer à l'entrée en vigueur de ce traité nécessaire et urgent, en travaillant à persuader les gouvernements de son importance et en soutenant les processus de ratification.

En tant que représentants du peuple, nous réaffirmons notre détermination à faire en sorte que les citoyens de nos nations – et de chaque nation – ne connaissent jamais les conséquences humanitaires catastrophiques de l'utilisation d'armes nucléaires. Nous restons douloureusement conscients qu'il ne peut y avoir de réponse adéquate à la détonation d'une arme nucléaire. Tant que ces armes existent, nous vivons tous avec un risque intolérable et effroyable. Nous soutenons une attention renouvelée sur les impacts sexuels et racialisés des armes nucléaires. Avec le changement climatique, les armes nucléaires constituent une menace existentielle pour l'Humanité, menaçant de détruire le tissu social de nos sociétés.

Malgré les engagements répétés et les promesses de désarmement des États dotés d'armes nucléaires, plus de 12 000 armes nucléaires subsistent. Des sommes immenses sont dépensées pour les moderniser et les améliorer. Et les risques augmentent : les récentes menaces de la Russie d'utiliser des armes nucléaires ont accru les tensions, réduit le seuil d'utilisation des armes nucléaires et considérablement augmenté le risque de conflit nucléaire et de catastrophe mondiale. Nous sommes très préoccupés par la tendance croissante à légitimer la dissuasion et le partage des armes nucléaires en tant que mesures de sécurité.

Nous décidons donc de redoubler d'efforts pour accroître le nombre d'adhésions à ce traité et pour soutenir sa mise en œuvre. En reconnaissance des efforts de nos collègues qui ont contribué à convaincre leurs gouvernements d'assister à cette première réunion des États parties, nous nous

emploierons à renforcer le soutien des parlementaires au Traité, à persuader nos gouvernements d'y adhérer, à créer des conditions propices au désarmement et à accélérer les processus de ratification.

Nous soulignerons le rôle du TIAN pour compléter et renforcer le Traité de non-prolifération nucléaire, et nous continuerons à soutenir toutes les mesures contribuant au désarmement, à la non-prolifération nucléaires et réduisant les risques nucléaires. Nous engagerons un dialogue constructif avec les décideurs politiques des États dotés d'armes nucléaires et de leurs alliés, dans le but de renforcer la sécurité internationale et de progresser vers notre objectif commun d'un monde exempt d'armes nucléaires.

Nous nous efforcerons d'allouer les ressources nécessaires pour que les dispositions du présent traité soient pleinement appliquées. Nous tirerons pleinement parti des connaissances, des compétences, de l'expertise et de l'énergie réunies à cette Assemblée des États parties, et nous invitons les États parties, les signataires, les organisations internationales et la société civile à travailler en étroite collaboration avec nous. Nous appelons nos collègues parlementaires du monde entier à signer l'engagement parlementaire d'ICAN et à nous rejoindre dans notre mission vitale.

De nombreux défis nous attendent, mais nous sommes confiants : nous avons interdit les armes nucléaires et nous les éliminerons. »